**COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'AIX EN PROVENCE**

PROJET DE CONVENTION

**DISPOSITIF DE TELEPROTECTION GRAVE DANGER (TGD)
DANS LE RESSORT JUDICIAIRE DU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'AIX EN PROVENCE**

CONVENTION

DISPOSITIF DE TELEPROTECTION GRAVE DANGER (TGD)

DANS LE RESSORT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'AIX EN PROVENCE

ENTRE :

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'AIX EN PROVENCE

Représenté par le Président du Tribunal de Grande Instance et Madame Dominique MOYAL,
Procureur de la République près ledit Tribunal

ET

LA PREFECTURE DE REGION PREFECTURE DES BOUCHES DU RHONE

LE PREFET DE POLICE DES BOUCHES DU RHÔNE

LE CONSEIL REGIONAL PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DES BOUCHES DU RHONE

LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DES BOUCHES DU RHÔNE

LE GROUPEMENT DE GENDARMERIE DÉPARTEMENTALE DES BOUCHES DU RHONE

LE SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DES BOUCHES DU RHÔNE

L'ASSOCIATION APERS

GTS MONDIAL ASSISTANCE

Société anonyme au capital de 720 000 Euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 330 377 193 et dont le siège social est situé au 81 rue Pierre Sémard 92320 Châtillon,

ORANGE SA

Société anonyme au capital de 10 595 541 532 euros, 380 129 866 RCS Paris,
Domiciliée 78 Rue Olivier de Serres 75015 PARIS

Collectivement désignées "les Parties" et individuellement une "Partie"

PREAMBULE

- Vu la mesure 2-2 du 4ème plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes 2014-2016
- Vu l'article 41-3-1 du code de procédure pénale
- Vu la circulaire N° JUSD1427761C en date 24/11/2014 du ministère de la justice,
- Vu la circulaire /note N° INT K 1508332J en date du 17 juin 2015 du Ministère de l'intérieur, du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des Femmes, et du Secrétariat d'Etat chargé des Droits des Femmes.

Les enquêtes de victimisation, l'augmentation des plaintes et des condamnations pour violences au sein du couple ainsi que le nombre de personnes décédées chaque année du fait des violences de leur conjoint et ex-conjoint (soit 278, en 2013) ont fait apparaître la nécessité de protéger ces victimes particulièrement vulnérables.

A partir de ce constat et au regard du bilan positif des expérimentations du téléphone femmes en grand danger initiés dès 2009 dans quatre départements (Seine-Saint-Denis, Bas-Rhin, Val d'Oise et Paris), la loi Egalité réelle entre les femmes et les hommes du 4 août 2014 consacre dans son article 36 la généralisation de la télé-protection pour les personnes en grave danger victimes de violences au sein du couple et l'étend aux victimes de viol.

En conséquence, dans l'intérêt de ces victimes, les parties à la présente convention se sont rapprochées afin de mutualiser leurs compétences et leurs moyens pour mettre en place localement le dispositif de télé-protection grave danger.

Ceci étant exposé, il a été convenu :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise en place du dispositif de télé-protection grave danger, en application de l'article 41-3-1 du code de procédure pénale.

Elle vise à définir les conditions et les modalités de :

- de la mise en œuvre opérationnelle
- d'un financement complémentaire de cette action
- de la coordination entre les partenaires
- du fonctionnement d'un comité de pilotage.

3 terminaux téléphoniques seront mis à la disposition du TGI d'Aix à compter de la signature de la convention. Ce nombre est susceptible d'évoluer en fonction des besoins évalués chaque année par le comité de pilotage.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Le dispositif vise à assurer une protection et une prise en charge globale de la victime.

Le TGD est un téléphone portable disposant d'une touche préprogrammée et dédiée, permettant au bénéficiaire de joindre, en cas de danger, la plateforme du prestataire Mondial Assistance, accessible 7j/7 et 24h/24.

Cette plateforme est chargée de réguler l'objet de l'appel. Après la levée de doute et en cas de danger, le télé-assistant, relié par un canal dédié à la salle de commandement opérationnelle de la police et de la gendarmerie, demande immédiatement l'intervention des forces de l'ordre territorialement compétentes qui dépêchent sans délai une patrouille auprès du bénéficiaire du TGD.

Ce dispositif repose non seulement sur la protection physique du bénéficiaire mais également sur son accompagnement pendant toute la durée de cette protection spécifique par une association désignée par le procureur de la République (APERS à Aix en Provence) et sa prise en charge globale par les acteurs locaux désignés (associations, conseil départemental, mairie, services sociaux...).

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU DISPOSITIF

3.1 Les bénéficiaires :

L'attribution du dispositif, décidée par le procureur de la République, concerne les victimes de violences au sein du couple ou ex couple ou de viol. L'article 41-3-1 prévoit plusieurs conditions cumulatives permettant l'attribution de ce dispositif :

- Un grave danger menaçant la victime de violences conjugales
- L'absence de cohabitation entre la victime et l'auteur des violences
- L'auteur des violences doit avoir fait l'objet d'une interdiction judiciaire d'entrer en contact avec la victime dans le cadre d'une ordonnance de protection, d'une alternative aux poursuites, d'une composition pénale, d'un contrôle judiciaire, d'une assignation à résidence sous surveillance électronique, d'une condamnation, d'un aménagement de peine ou d'une mesure de sûreté.

3-2 Le signalement

Le magistrat référent, spécialement désigné par le Procureur pour traiter cette problématique, recevra et centralisera les situations de danger signalées par :

- les magistrats de la juridiction : juges aux affaires familiales, juges d'application des peines, juges des libertés et de la détention, juges d'instruction, juges du tribunal correctionnel, juges pour enfants ;
- les enquêteurs des services de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale ?

L'APERS ainsi que le SPIP, assurant déjà le suivi des auteurs de violences conjugales dans le cadre du protocole aixois élargi signé en mai 2014 (contrôle judiciaire et la phase post-sentencielle) pourront également signaler ces situations au parquet d'Aix en Provence pour mise en place d'un TGD.

3-3 L'attribution

La gravité du danger est laissée à l'appréciation du Procureur de la République qui décidera de l'attribution du TGD.

En cas d'attribution une réquisition du parquet est adressée à l'APERS aux fins de procéder à une évaluation de la situation, sur la base de critères prédéfinis.

A cet effet, l'APERS recueille tous les éléments utiles auprès de la personne en danger et des professionnels habilités (autorités judiciaires, SPIP, forces de l'ordre, services sociaux, associations ...).

La victime sera reçue par l'APERS, soit au siège à Aix, soit en Maison de la justice et du Droit ou tout autre lieu de permanences, soit aussi dans les commissariats de police ou les brigades de gendarmerie où sont localisés des intervenants sociaux de l'association. Le délai de restitution de l'évaluation au Parquet est établi à 3 jours maximum (jours ouvrables).

Après avoir recueilli le consentement de la victime, le parquet d'Aix en Provence ou toute personne déléguée à cet effet, et en présence d'un représentant de l'APERS, remettra le téléphone au bénéficiaire et l'informera des modalités de fonctionnement et des procédures à suivre. Un premier test de fonctionnement sera effectué avec Mondial Assistance.

Le Procureur de la République transmettra alors la fiche navette à Mondial Assistance et la fiche d'attribution et de renseignements aux forces de l'ordre (police et gendarmerie) du lieu du domicile du bénéficiaire du dispositif.

Le téléphone d'alerte est attribué pour une durée de 6 mois renouvelable.

3-4 Le retrait

Le dispositif est retiré dès lors que cesse la situation de danger ou en cas de non-respect des consignes et règles d'utilisation qu'impose ce dispositif .

Ce retrait est effectué soit d'office par le Procureur soit à la demande du bénéficiaire, soit sur avis

du comité de pilotage. Si la décision de retrait est prise de procéder au retrait du dispositif, le bénéficiaire en est avisé par l'APERS qui lui remettra une convocation d'avoir à se présenter au TGI afin de restituer le matériel au procureur de la République ou à son représentant en présence de l'APERS.

ARTICLE 4 – LE COMITE DE PILOTAGE (COPIL)

Le pilotage du dispositif est effectué par un comité de pilotage présidé par le procureur de la République d'Aix en Provence. Il s'agit d'une structure composée comme suit :

- Le président du tribunal de grande instance d'Aix en Provence
- Le préfet du département des Bouches du Rhône
- Le préfet de police des BDR
- Un représentant de chacun des prestataires (GTS Mondial Assistance et opérateur Orange)
- Le commandant de groupement de la gendarmerie départementale
- Le directeur départemental de la sécurité publique
- Le directeur du SPIP
- L'association d'aide aux victimes (APERS)
- Les représentants des collectivités territoriales, partenaires du dispositif
- Le représentant de la cellule Justice-ville
- L'association S.O.S femmes 13
- Le barreau d'Aix-en-Provence

Le comité de pilotage se réunit trimestriellement afin de dresser le bilan quantitatif et qualitatif du dispositif et l'évaluer pour le faire évoluer le cas échéant. Il s'agit également de permettre un échange d'informations.

Les données nécessaires à cette évaluation seront fournies par l'association APERS, à partir notamment d'éléments chiffrés fournis par les services de police et de gendarmerie et du parquet.

Ce comité assurera annuellement la remontée d'informations vers le niveau national.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

5-1 ENGAGEMENTS COMMUNS DES PARTIES

Les parties s'engagent :

- à apporter les moyens nécessaires – techniques, humains, financiers – pour mener à bien la mise en place du dispositif et faciliter son évaluation ;
- à ne divulguer, pendant la durée de la présente convention, aucune information ni appréciation relative au dispositif en place, sans l'accord express des parties concernées ;
- à coopérer activement à la mise en place et au suivi du dispositif ;
- à échanger toute information nécessaire et utile à la réalisation et à l'amélioration du dispositif ;
- à ne lancer, ou ne mener sur le département aucune opération ayant le même objet sans accord préalable du COPIL ;
- à mettre en place des actions d'information, de sensibilisation et de formation de leurs personnels sur les violences commises au sein du couple et les violences sexuelles, sur le dispositif TGD et l'ordonnance de protection des JAF.

5-2 - ENGAGEMENTS DE L'ETAT

Le Préfet du département des Bouches du Rhône s'engage à :

- participer au financement de l'association APERS au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) ;

- veiller à l'implication des services de l'Etat dans le dispositif.

Le Procureur de la République s'engage à :

- recourir à ce dispositif
- procéder à l'évaluation des situations qui lui seront soumises pour l'attribution de terminaux dans la limite des appareils disponibles ;
- mettre à disposition des partenaires toutes les informations utiles dans le cadre de ces situations qui lui seront signalées, en cas de mise en œuvre d'un dispositif ;
- informer et orienter le bénéficiaire, lors de l'attribution du dispositif d'alerte sur les modalités de fonctionnement du dispositif et les procédures à suivre ;
- faire signer par le bénéficiaire la fiche d'engagement précisant les conditions d'utilisation du service TGD ;
- transmettre la fiche navette de raccordement à Mondial Assistance et la fiche d'attribution et de renseignements aux forces de l'ordre compétentes territorialement pour la mise en place opérationnelle du dispositif ;
- mobiliser les services de police et de gendarmerie concernés.

Le financement de la fourniture des prestations de téléphonie mobile et de téléassistance, cœur du dispositif technique du TGD, confiées à la société Mondial Assistance associée à Orange France télécom s'exécute en application d'une commande formulée à l'appui du marché public n° 2014-145001277 auprès du Ministère de la Justice.

Le président du tribunal de Grande Instance d'Aix en Provence s'engage à :

- Sensibiliser les magistrats du siège sur ce nouveau dispositif ;
- saisir le procureur de la République de toutes informations utiles permettant de faire bénéficier du TGD toute victime apparaissant en situation de grave danger.

Les services de police et de gendarmerie s'engagent à :

- Informer et sensibiliser leurs personnels sur la mise en œuvre du nouveau dispositif ;
- Fournir tous renseignements utiles à l'APERS dans la phase d'évaluation de la situation pour attribution d'un TGD ;
- Mobiliser les effectifs placés sous leur autorité afin d'intervenir en cas de danger à la demande du télé-assistant qui aura préalablement procédé à la levée de doute. Les forces de l'ordre territorialement compétentes se rendront immédiatement et prioritairement, selon les informations de localisation données par le prestataire, auprès du bénéficiaire du TGD afin de le protéger.

L'autorité judiciaire sera avisée de l'intervention dans les plus brefs délais.

5-3 ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION PARTENAIRE

L'APERS s'engage à :

- participer activement à la transmission d'informations entre les différents acteurs institutionnels (tribunal, police, gendarmerie, SPIP, contrôleurs judiciaires...) ou associatifs afin de faciliter l'identification des victimes de violences exposées à un grave danger ;
- signaler au procureur de la République toute situation pouvant donner lieu à l'attribution du téléphone grave danger ;
- établir le rapport d'évaluation de chaque situation notamment à partir de la grille de critères prédéfinie, et le transmettre au procureur de la République dans les meilleurs délais ;
- assister le Parquet lors de l'attribution des terminaux et pour la transmission des données à Mondial Assistance ;
- informer et orienter le bénéficiaire sur ses obligations et sur le fonctionnement du dispositif ;
- évaluer mensuellement la situation de chaque bénéficiaire du dispositif ;
- fournir au Parquet tous les éléments utiles lors de la reconduction ou la sortie du dispositif ;

- transmettre au COPIL les éléments nécessaires à l'évaluation quantitative et qualitative du dispositif ;
- garantir l'anonymat des données échangées ;
- assurer un suivi personnalisé de la victime équipée du TGD au titre de l'aide aux victimes.

5-4 ENGAGEMENTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Le conseil départemental des Bouches du Rhône s'engage à :

- participer au financement du dispositif technique (téléassistance et téléphonie), en versant chaque année, pendant la durée de la présente convention, des crédits dédiés au cofinancement du dispositif technique. Cette contribution s'effectue par voie de fonds de concours ;
 - participer au financement de l'association APERS afin de soutenir cette action et de la promouvoir par l'octroi de subventions
 - mobiliser les travailleurs sociaux et les services spécialisés placés sous son autorité afin de faciliter l'identification de victimes susceptibles de bénéficier du TGD et permettre la transmission de tout renseignement utile à l'association APERS chargée par le parquet d'évaluer les situations des victimes susceptibles d'être équipées du dispositif.
- Une copie de la délibération est jointe en annexe à la présente convention. Elle désigne le comptable assignataire compétent pour l'exécution de cette délibération.

Le conseil régional PACA s'engage à :

- participer au financement du dispositif technique (téléassistance et téléphonie), en versant chaque année, pendant la durée de la présente convention, des crédits dédiés au cofinancement du dispositif technique. Cette contribution s'effectue par voie de fonds de concours ;
 - participer au financement de l'association APERS afin de soutenir cette action et de la promouvoir par l'octroi de subventions ;
 - mobiliser et sensibiliser les services sociaux et tous services spécialisés placés sous son autorité afin de faciliter l'identification de victimes susceptibles de bénéficier du TGD et permettre la transmission de tout renseignement utile à l'association APERS chargée par le parquet d'évaluer les situations des victimes susceptibles d'être équipées du dispositif.
- Une copie de la délibération est jointe en annexe à la présente convention. Elle désigne le comptable assignataire compétent pour l'exécution de cette délibération.

5-5 - ENGAGEMENTS DE GTS MONDIAL ASSISTANCE et ORANGE SA

Ces prestataires s'engagent à respecter les obligations prévues au marché public en date du 1^{er} septembre 2014 n° 2014-145001277 conclu avec le Ministère de la Justice.

ARTICLE 6 – EFFET ET DUREE

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature.

Elle est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction.

Elle pourra être dénoncée sous un préavis de 3 mois par chacun des signataires au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chacune des autres parties.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à considérer comme confidentiels tous les documents, informations et données, quels qu'en soit le support, qu'elles échangeront à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

En conséquence, elles s'interdisent, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, de les communiquer ou les divulguer à des tiers pour quelque raison que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la partie concernée par ces documents, informations et données échangées.

Cet engagement s'appliquera pendant toute la durée de la convention et sera prolongé pendant un délai de trois ans à l'expiration de la présente convention.

ARTICLE 8 – STOCKAGE ET TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES DES BENEFICIAIRES

Compte-tenu du caractère personnel des renseignements ou des informations dont elle pourrait être amenée à prendre connaissance dans le cadre de l'exécution de la convention, chaque partie s'engage à ce que lesdits renseignements ou lesdites informations soient traités dans le strict respect des dispositions légales en vigueur et notamment de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, dite loi « informatique et libertés ».

ARTICLE 9 – EVALUATION

Le COPIL conduit l'évaluation du dispositif et définit les mesures nécessaires à son évolution. Il assurera tous les trois mois la remontée d'informations au Ministère de la Justice – Secrétariat général SADJAV et à la DACG.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ DES PARTIES - MODIFICATION DE LA CONVENTION - REGLEMENT DES LITIGES

10-1 Force majeure

Si, en raison d'un cas de force majeure au regard de la jurisprudence française, l'une ou l'autre des Parties était dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations, son exécution serait suspendue pendant la durée de cette impossibilité.

Si cet événement devait avoir une durée supérieure à un mois, la convention pourrait être résiliée sur l'initiative de l'une ou l'autre des Parties sans droit à indemnités de part et d'autre.

Les Parties s'efforceront, en tout état de cause, de prendre toutes mesures raisonnablement possibles en vue de poursuivre l'exécution de la convention.

10-2 Modification et respect des engagements

La présente convention sera remise à chacune des Parties signataires et pourra être adaptée à la demande des parties dans le cadre du COPIL. En cas d'accord, les modalités souhaitées feront l'objet d'un avenant soumis préalablement à chaque membre pour adoption dans le respect de règles propres à chacun.

10-3 Loi applicable et règlement des litiges

La convention est régie par la loi française.

Tout litige, se rapportant à la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un accord amiable entre les parties, sera porté devant la juridiction compétente.

Fait en 12 exemplaires originaux, dont un remis à chacune des Parties,

Fait à Aix en Provence, le

Le président du TGI

Le procureur de la République

Dominique MOYAL

Le préfet de région, préfet du département BDR

Le préfet de police des BDR

Stéphane BOUILLON

Laurent NUNEZ

Le président du conseil régional PACA

La présidente du conseil

Christian ESTROSI

Départemental des BDR

Martine VASSAL

Le Directeur départemental

le commandant du groupement de

De la sécurité publique des BDR

Gendarmerie départementale des

Pierre-Marie BOURNIQUEL

Frédéric BOUDIER

Le directeur départemental du SPIP

La Présidente de l'association APERS

Pierre GADOIN

Isabelle TERRANCLE

ORANGE SA

Stéphane RICHARD

Le Directeur Général de GTS

Mondial ASSISTANCE

Olivier LESUEUR